



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VENREDI 02 FÉVRIER 2018

## LYCÉE GALLIENI : ÇA CONTINUE !

Le ministre vient de décider de nommer une nouvelle direction au lycée Gallieni de Toulouse. Si c'est un premier pas, n'est-ce pas un pansement sur une jambe de bois ?

Dès que les collègues ont débrayé, le SNETAA-FO est intervenu pour être l'écho de ceux qui n'en peuvent plus. Personnels et élèves endurent l'inacceptable.

Cette première décision est la preuve de l'état d'un grand nombre de personnels laissés seuls à gérer des problèmes qui les dépassent et à subir des masses entières de jeunes désocialisés, marginalisés, sans repère aucun.

Voilà les jeunes dont on s'occupe aussi.

À force de rapports déconnectés de la réalité, on en vient à disserter sur des jeunes « virtuels », « hors-sol ». Voilà de qui nous nous occupons aussi. Massivement et seuls ! Seuls souvent contre une hiérarchie qui remet en cause les personnels, relativise les violences au quotidien. Ce sont les jeunes qui veulent se former aux métiers, ceux qu'on éduque à la citoyenneté et les personnels qui subissent seuls des actes de violence intolérables.

C'est une première décision que le SNETAA-FO salue.

Le SNETAA-FO rappelle que la situation du lycée Gallieni à Toulouse, celle du lycée G. Péri de Champigny, les « Gallieni » en France hexagonale et des outre-mer, doivent tous avoir le soutien immédiat du ministre.

C'est maintenant que les PLP, CPE, titulaires et contractuels, attendent le soutien plein et entier du ministre et des mesures à la hauteur des réalités.

L'École ne peut plus faire face seule aux problèmes de société.

Nous avons besoin de notre ministre !

L'État doit entendre cet appel au secours des personnels et des jeunes qui attendent de l'École de la République tous les moyens pour apprendre dans les meilleures conditions.

Les employeurs veulent-ils de ces jeunes en rupture de sociabilité en apprentissage ? Nous allons les interroger !

Le SNETAA-FO exige que le cas des lycées, en particulier les lycées professionnels qui sont sortis de l'éducation prioritaire par la décision irresponsable des ministres précédents, soit rouvert immédiatement. C'est la seule discussion qui pourrait être entendue de tous.

C'est pourquoi le SNETAA-FO, premier syndicat de l'enseignement professionnel, expert des situations dans toute la France, demande à être reçu en audience par le ministre pour lui exposer nos réalités. C'est urgent !